



Fiscalité, édification de l'état et redevabilité: une synthèse

Wilson Prichard

La dernière décennie, tout particulièrement, a vu un intérêt croissant pour l'amélioration de la fiscalité dans les pays à faible revenu, non seulement pour augmenter les recettes en vue de financer les services publics, mais aussi pour soutenir les processus de renforcement de l'état et renforcer la responsabilisation. Cette possibilité repose sur une logique simple et implacable: un état souhaitant augmenter ses impôts devra investir dans la construction d'institutions étatiques plus fortes, dans divers domaines, tandis qu'il sera contraint de négocier avec les citoyens, d'échanger contre ces paiements majorés de meilleurs services et de meilleures gouvernances. En d'autres termes, la fiscalité est de plus en plus perçue comme étant à la croisée de la fonction étatique et des relations entre l'état et la société.

Cependant, si les arguments qui lient la fiscalité à une gouvernance améliorée sont théoriquement très attrayants, leur application dans la pratique risque d'être beaucoup plus complexe – mais la recherche n'a commencé que récemment à creuser le sujet de cette complexité empirique. Cela a deux implications connexes.

Tout d'abord, la recherche a jusqu'ici accordé une attention insuffisante à la compréhension de la contingence des liens

fiscalité-gouvernance: il s'agit des contextes dans lesquels ces liens positifs sont, ou ne sont pas, susceptibles d'émerger. Il est de plus en plus clair que ces liens ne sont ni automatiques, ni garantis, mais dépendent des caractéristiques clés des systèmes fiscaux nationaux et locaux, et, plus largement, des contextes sociaux, politiques et économiques dans lesquels ils existent.

Deuxièmement, de ce fait, la recherche a eu tendance à fournir peu d'informations sur les implications politiques concrètes. Une extension naturelle de la conviction voulant que la fiscalité puisse stimuler l'amélioration de la gouvernance, a été la croyance qu'une fiscalité élargie devrait être une priorité politique importante. C'est probablement un bon conseil. Mais la fiscalité n'est pas, en soi, un résultat positif; cela ne devient un résultat positif que lorsque la fiscalité se traduit par des états plus forts et plus responsables et une prestation de services améliorée. Il est donc urgent d'examiner les mesures politiques qui peuvent être mises en place pour renforcer les liens positifs entre la fiscalité, l'édification de l'état et la redevabilité. Les recherches en lien avec l'ICTD ont joué un rôle essentiel dans l'avancement de ces domaines d'enquête clés.

Lier la fiscalité, la construction de l'État et la redevabilité

Les arguments qui lient la fiscalité à des améliorations plus globales de la gouvernance sont de plus en plus largement connus, tandis que des recherches récentes ont commencé à définir à quoi ressemblent ces connexions en pratique dans des pays en développement contemporains.

L'argument selon lequel la fiscalité peut inciter à la construction de l'état part d'un simple postulat: la collecte efficace des impôts est complexe et nécessite une coopération entre les agences étatiques, et peut donc être le point d'attaque du développement général des institutions étatiques. Ces connexions entre fiscalité et constructions de l'état sont susceptibles de prendre trois grandes formes:

- Des effets de démonstration: les investissements dans la modernisation des organismes fiscaux peuvent établir de nouvelles normes pour d'autres secteurs de la fonction publique en ce qui concerne, entre autres, le recrutement méritocratique, les possibilités d'avancement professionnel et la mesure des performances.¹
- Des effets de débordement: un état souhaitant taxer davantage sera obligé d'investir dans la création d'une agence fiscale forte, mais aussi dans le renforcement des agences parallèles telles que les ministères des finances, les bureaux d'enregistrement des entreprises et du cadastre ou de l'évaluation foncière, la police et la justice.
- Des effets venant du partage de l'information: les données collectées par les administrations fiscales peuvent être un élément essentiel pour soutenir l'amélioration de la politique économique, le ciblage des services et l'application de la loi, entre autres.

L'argument selon lequel la fiscalité peut être un stimulant pour l'expansion de la réactivité et de la

« Les citoyens qui sont tenus de payer des impôts sont plus susceptibles de se sentir propriétaires des activités du gouvernement et de faire des demandes proactives de réciprocité et de représentation. »

responsabilité gouvernementale repose sur deux logiques étroitement liées.

- Premièrement, les citoyens qui sont tenus de payer des impôts sont plus susceptibles de se sentir propriétaires des activités du gouvernement et de faire des demandes proactives de réciprocité et de représentation.
- Deuxièmement, un gouvernement qui a besoin de recettes fiscales provenant de ses citoyens sera davantage incité à faire des concessions réciproques aux contribuables, afin d'encourager la conformité fiscale.

Plus simplement, la nécessité pour les gouvernements d'augmenter les impôts de leurs citoyens devrait stimuler les « négociations fiscales ». Cela peut prendre la forme de concessions gouvernementales relativement explicites en échange de la conformité fiscale, mais peut aussi se produire par des périodes plus longues de conflit fiscal qui néanmoins servira à générer une pression continue pour améliorer la réactivité et la responsabilisation. Ces dernières années, les chercheurs de l'ICTD ont été à l'avant-garde de la compréhension des détails de ces processus liant la fiscalité, la réactivité et la redevabilité dans la pratique.²

¹ Brautigam 2008, Prichard and Leonard 2010, Prichard 2010.

² Prichard, W. (2015) *Taxation, Responsiveness and Accountability in Sub-Saharan Africa: The Dynamics of Tax Bargaining*, Cambridge: Cambridge University Press; Moore, M. (2015) *Tax and the Governance Dividend*, ICTD Working Paper 37, Brighton: International Centre for Tax and Development.

Preuves des liens entre fiscalité, construction de l'état et redevabilité

Bien que les arguments liant la fiscalité à une gouvernance améliorée aient été largement avancés, ce n'est que récemment que des preuves empiriques détaillées ont commencé à apparaître, même si l'accent était principalement mis sur l'impact de la fiscalité sur la réactivité et la redevabilité.

La recherche la plus puissante provient du directeur de la recherche de l'ICTD, Wilson Prichard, dont le livre *Taxation, Responsiveness and Accountability in Sub-Saharan Africa* offre l'étude empirique existante la plus détaillée de ces liens.³ Des preuves économétriques détaillées de l'existence de liens entre la dépendance aux recettes fiscales et l'étendue de la redevabilité dans différents pays y sont données, puis des études de cas détaillées sur l'évolution des systèmes fiscaux au Ghana, au Kenya et en Éthiopie sont présentées. Ces études de cas fournissent des preuves détaillées de cas dans lesquels les contribuables ont répondu à l'imposition avec des demandes de réciprocité réussies, et de cas dans lesquels les gouvernements ont fait des concessions importantes dans le but d'encourager la conformité fiscale.

Ce livre est également le premier à décrire en détail les manières indirectes selon lesquelles la nécessité pour les gouvernements de compter sur la fiscalité de leurs propres citoyens a engendré une pression à long terme sur la redevabilité. Dans certains cas, les efforts des gouvernements

sur la fiscalité ont provoqué une mobilisation à long terme et m'organisation d'acteurs faisant partie de la société civile, notamment des groupements patronaux, avec des implications gouvernementales sur le long terme. Dans d'autres cas, les citoyens ont vigoureusement résisté à la fiscalité imposée par des gouvernements particulièrement impopulaires, accélérant ainsi la pression pour la réforme et la probabilité de changements dans le gouvernement.⁴

Ces conclusions sont soutenues par deux études récentes qui ont fourni des preuves expérimentales des mêmes processus dans les pays à faible revenu. Laura Paler - un autre chercheur ICTD - a publié un travail expérimental en Indonésie indiquant que les citoyens qui sont tenus de payer des impôts pour financer les activités gouvernementales locales sont plus susceptibles d'exiger une prise de responsabilité.⁵ Plus récemment, Lucy Martin a fourni des preuves expérimentales similaires du potentiel de mobilisation de la fiscalité en Ouganda.⁶ En retour, les preuves croissantes - provenant principalement de l'ICTD - des liens étroits entre la performance gouvernementale et la conformité fiscale, renforcent encore plus la prédiction générale selon laquelle les gouvernements ayant besoin de taxer seront plus susceptibles de faire des concessions envers les contribuables.⁷ Enfin, Joshi et al., encore une fois de l'ICTD, examinent les arguments concernant le potentiel de taxation des petites entreprises informelles pour agir comme un catalyseur pour un engagement plus actif et une plus grande redevabilité.⁸

³ Prichard, W. (2015) *Taxation, Responsiveness and Accountability in Sub-Saharan Africa: The Dynamics of Tax Bargaining*, Cambridge: Cambridge University Press.

⁴ Voir également, Prichard, W. (forthcoming) 'Electoral Competitiveness, Tax Bargaining and Political Incentives in Developing Countries: Evidence from Political Budget Cycles Affecting Taxation', *British Journal of Political Science*.

⁵ Paler, L. (2013) 'Keeping the Public Purse: An Experiment in Windfalls, Taxes, and the Incentives to Restrain Government', *American Political Science Review* 107(4): 706-25.

⁶ Martin, L. (2014) *Taxation & Accountability: Experimental Evidence for Taxation's Effect on Citizen Behavior*, mimeo.

⁷ Ali, M., Fjeldstad, O-H. and Sjørnsen, I. (2013) 'To Pay or Not to Pay? Citizens' Attitudes Towards Taxation in Kenya, Tanzania, Uganda and South Africa', *World Development*, 64: 828-42; Jibao, S. and Prichard, W. (forthcoming) *The Local Foundations of Taxation and Statebuilding: Understanding Tax Compliance in District Councils in Sierra Leone*, ICTD Working Paper.

⁸ Joshi, A., Prichard, W. and Heady, C. (2014) 'Taxing the Informal Economy: The Current State of Knowledge and Agendas for Future Research', *Journal of Development Studies*, 50(10): 1325-47

Au final: il y a de plus en plus de preuves que la fiscalité peut être un stimulant pour une réactivité et une responsabilisation accrues, motivée par sa capacité à mobiliser les demandes des citoyens et la menace de la résistance fiscale des contribuables. Cependant, il est probable que les liens entre impôts et redevabilité ne prendront pas toujours la forme d'une négociation relativement explicite, mais pourront fréquemment prendre des formes sur de plus longues échéances et de manières plus indirectes.

Appliquer ces leçons au niveau du gouvernement local

Alors que le travail le plus important sur la fiscalité et la gouvernance s'est concentré sur la négociation fiscale au niveau des gouvernements nationaux, la recherche - encore une fois principalement par ICTD - a de plus en plus cherché à explorer ces mêmes relations au niveau local. L'idée d'origine de l'exploration de ces problématiques au niveau du gouvernement local est claire: les systèmes fiscaux locaux sont caractérisés par un large éventail d'impôts et de prélèvements relativement directs, appliqués à une large base de la population, créant ainsi un contexte dans lequel des liens relativement directs entre la fiscalité et les dépenses publiques sont possibles. Et, en effet, l'une des promesses centrales de la décentralisation est qu'elle peut créer des liens plus forts entre les citoyens et les états – la négociation sur la fiscalité jouant un rôle central.

Conformément à cette possibilité, les chercheurs de l'ICTD ont commencé à fournir de nouvelles preuves des liens potentiels entre la fiscalité et la redevabilité au niveau local. Les preuves les plus convaincantes viennent de Jibao et Prichard, qui documentent l'expérience de réforme du système d'impôt foncier en Sierra Leone.⁹ Ils apportent la preuve que le désir d'augmenter les recettes fiscales a incité le conseil municipal de Bo City à relier la nouvelle collecte fiscale aux services publics spécifiques

et populaires, ce qui a renforcé la popularité de la municipalité et la durabilité de la réforme fiscale. Un cercle vertueux entre taxation et redevabilité a ainsi émergé. Plus globalement, la recherche en cours en Sierra Leone montre clairement que, même dans les plus petites villes et villages, la volonté populaire de payer des impôts a été façonnée par une confiance plus large dans le gouvernement - tandis que l'extension de la fiscalité locale a le potentiel de stimuler la coordination clarifiée et renforcée entre les différents niveaux gouvernementaux au niveau local. Ce domaine de recherche a encore beaucoup de potentiel, que les recherches de l'ICTD continueront d'étudier en Sierra Leone et en République démocratique du Congo, tandis que de proches collaborateurs de l'ICTD lancent des projets similaires en Ouganda et en Tanzanie.

Cas d'urgences, politique et programme de réforme fiscale axé sur la gouvernance

Bien qu'il y ait de plus en plus de preuves du potentiel de l'imposition dans la stimulation de l'amélioration de la gouvernance, la recherche récente a un deuxième message tout aussi important: bien que ces liens positifs soient possibles, ils sont loin d'être garantis. La taxation est un acte fondamentalement coercitif et ne sera un avantage social que s'il est associé à des stratégies spécifiques pour garantir que l'argent est utilisé efficacement et que la fiscalité peut contribuer à un renforcement de l'état. Il est donc clairement nécessaire de se concentrer plus activement sur les moyens d'encourager les liens positifs entre fiscalité et gouvernance – tout en minimisant la prévalence de formes de collecte plus strictement coercitives.

L'effort le plus ambitieux pour répondre à cette question vient de Prichard, qui cherche à comprendre les conditions qui ont été les plus propices au développement de liens solides entre la fiscalité et la redevabilité – et, par suite, à offrir

⁹ Jibao, S. and Prichard, W. (forthcoming) 'Rebuilding Local Government Finances After Conflict: Lessons from a Property Tax Reform Program in Post-Conflict Sierra Leone', *Journal of Development Studies*; Jibao, S. and Prichard, W. (2015) 'The Political Economy of Property Tax Reform in Africa: Elites, Political Competition and Tax Bargaining in Post-Conflict Sierra Leone', *African Affairs* 114(456): 404-431; Jibao, S. and Prichard, W. (2013) *Rebuilding Local Government Finances after Conflict: The Political Economy of Property Taxation in Post-Conflict Sierra Leone*, ICTD Working Paper 12, Brighton: Institute of Development Studies.

des conseils politiques pertinents.¹⁰ Il se concentre sur quatre grands domaines pour l'action politique:

1. *Améliorer la pertinence politique de la fiscalité – y compris par le biais des impôts directs.* Les contribuables seront en mesure d'exiger la réciprocité en échange d'impôts et de résister plus efficacement aux impôts des gouvernements impopulaires lorsqu'ils sont clairement conscients des taxes qu'ils paient. Toutefois, ce n'est souvent pas le cas pour la majorité des contribuables qui paient principalement Les taxes indirectes qui sont cachées dans les prix des produits de consommation. Il y a deux façons principales d'augmenter la pertinence politique de la fiscalité. Tout d'abord, renforcer les impôts directs, y compris les impôts sur le revenu, les impôts fonciers, et les taxes présumptives sur les plus petites entreprises. Ensuite, travailler avec la société civile, les médias et d'autres groupes pour sensibiliser activement aux taxes existantes et soutenir l'engagement du public.
2. *Mettre l'accent sur l'équité horizontale dans l'application des lois fiscales.* Lorsque l'application est très inégale – certains contribuables payant et d'autres non – l'incitation dominante pour de nombreux contribuables sera de chercher à éviter les impôts, plutôt que d'exiger collectivement la réciprocité des gouvernements. A l'opposé, lorsque les gouvernements s'attachent à assurer l'application uniforme des taxes par tous les contribuables, les contribuables ne sont plus incités à rechercher uniquement des avantages réduits ou l'évitement mais plutôt à travailler collectivement pour assurer l'équité, la réactivité et la redevabilité. De ce fait, les mesures telles que les exemptions fiscales ou les méthodes internationales d'évitement fiscal pour les contribuables fortunés ne sont pas seulement économiquement dommageables mais ont également avoir des conséquences politiques importantes.
3. *Élargir la transparence autour de la fiscalité et de la budgétisation - y compris, éventuellement,*

autour de l'affectation des fonds. Les contribuables seront plus en mesure d'exiger la réciprocité de la part des gouvernements lorsqu'ils auront accès à des informations sur la façon dont les gouvernements perçoivent l'argent, les montants perçus et la façon dont ces derniers sont utilisés. Nous avons par exemple des preuves significatives que les contribuables ont été plus disposés à payer des impôts quand ils disposaient d'informations claires sur l'utilisation de cet argent pour les services publics populaires. Une possibilité particulière entoure l'utilité potentielle de l'affectation des recettes fiscales à des initiatives publiques clés: alors que les experts en finances publiques s'opposent largement à l'affectation des recettes fiscales parce qu'elle réduit la flexibilité budgétaire, dans des contextes de faible confiance entre les gouvernements et les contribuables, elle peut être un moyen utile d'améliorer la confiance et la redevabilité – et d'augmenter l'engagement global de la population dans les questions fiscales et budgétaires.

4. *Soutenir directement l'engagement populaire, y compris la création d'espaces institutionnels inclusifs pour la négociation fiscale.* Enfin, les gouvernements et les bailleurs de fonds peuvent travailler directement pour renforcer les possibilités de négociation de deux manières globales. Premièrement, soutenir directement les types de groupes susceptibles de favoriser un large engagement populaire en matière fiscale, notamment les médias, la société civile et les associations patronales. Deuxièmement, créer des espaces institutionnels spécifiques dans lesquels ces négociations pourront avoir lieu. Dans les deux cas, il est essentiel que ces efforts soient relativement inclusifs, c'est-à-dire qu'ils impliquent un large éventail de contribuables, et pas seulement les contribuables les plus importants, car il existe un risque important de discrimination qui impliquerait une domination des processus de négociation fiscale par ces contribuables plus importants.

¹⁰ Prichard, W. (2015) *Taxation, Responsiveness and Accountability in Sub-Saharan Africa: The Dynamics of Tax Bargaining*, Cambridge: Cambridge University Press.

Moore a particulièrement porté son attention sur ce dernier risque: la potentialité d'une domination de la négociation de la fiscalité par les élites, qui sont les plus gros contribuables, à l'exclusion d'une redevabilité plus large.¹¹ Il a fait valoir que si la création d'autorités de revenu (AR) autonomes en Afrique a eu des répercussions positives sur la qualité de la perception des recettes, l'un des risques a été le développement d'une relation très étroite entre les AR et le monde des affaires – avec des conséquences potentielles pour l'intégration au sein de la négociation fiscale. En particulier, les contribuables plus importants ont continué à rechercher – et à recevoir – des incitations fiscales et des exemptions importantes, qui ont pénalisé les systèmes fiscaux et le potentiel plus large pour une négociation fiscale à plus haute redevabilité.

Cela reflète une inquiétude plus large dans la littérature, car une part importante des impôts en Afrique est payée par un nombre relativement restreint de grandes entreprises et (parfois) de riches particuliers, la négociation fiscale pourrait donc servir leurs intérêts, mais exclure les groupes plus larges de petits contribuables. En accord avec cette préoccupation, Prichard et van den Boogaard attirent l'attention sur les principaux obstacles à l'organisation des petites entreprises et des commerçants en réponse à la fiscalité, en raison des problèmes d'action collective et de la faiblesse courante des associations professionnelles du secteur informel.¹² Ces études appuient donc les conclusions de Prichard (2015): pour que la négociation fiscale ouvre la voie à une réceptivité et une redevabilité élargies, il faut se pencher sur la façon de s'assurer que cette négociation englobe un groupe plus large de contribuables.¹³

Bien qu'il y ait moins d'écrits sur les liens entre la fiscalité et l'expansion de la capacité étatique, le message prédominant est presque assurément le même: on ne peut pas supposer que la fiscalité entraînera des gains plus importants dans la capacité de l'état, sauf si les décideurs politiques cherchent explicitement à valoriser ces connexions. En se basant sur des preuves limitées, Prichard suggère plusieurs principes qui peuvent guider utilement ces efforts: (1) établir des liens solides entre les agences fiscales et les branches connexes dans le gouvernement; (2) mettre l'accent sur la collecte efficace de données et sur le partage des données à l'échelle du gouvernement; (3) mettre l'accent sur les réformes bureaucratiques qui pourraient être reproduites ailleurs dans le gouvernement – comme l'embauche méritocratique, ou l'évaluation de la performance – plutôt que d'isoler les AR au sein du gouvernement; et (4) se concentrer sur le renforcement des liens entre les administrations centrales et locales, afin d'étendre les avantages potentiels.¹⁴ En outre, l'accent mis sur l'établissement de liens solides entre les organismes fiscaux et d'autres branches du gouvernement est également souligné dans un document de l'ICTD par McCluskey portant sur l'analyse critique des stratégies pour améliorer le soutien au renforcement des capacités en lien avec la fiscalité.¹⁵

Enfin, les récents travaux de l'ICTD ont tout particulièrement mis l'accent sur la potentialité de liens solides entre la fiscalité et la gouvernance au niveau des collectivités locales, mais ont simultanément souligné qu'il pourrait y avoir des obstacles particulièrement importants à ces liens au niveau des administrations locales. Il s'agit d'un contexte impliquant des risques élevés pour des retours positifs potentiellement très importants

¹¹ Moore, M. (2014) 'Revenue Reform and Statebuilding in Anglophone Africa', *World Development* 60: 99-112; Moore, M. (2015) *Tax and the Governance Dividend*, ICTD Working Paper 37, Brighton: International Centre for Tax and Development.

¹² Prichard, W. and van den Boogaard, V. (2015) *Norms, Power and the Socially Embedded Realities of Market Taxation in Northern Ghana*, IDS Working Paper 30, Brighton: Institute of Development Studies.

¹³ Prichard, W. (2015) *Taxation, Responsiveness and Accountability in Sub-Saharan Africa: The Dynamics of Tax Bargaining*, Cambridge: Cambridge University Press.

¹⁴ Prichard, W. (2010) *Taxation and State Building: Towards a Governance Focused Tax Reform Agenda*, IDS Working Paper, Brighton: Institute of Development Studies.

¹⁵ McCluskey, R. (forthcoming) *Strengthening capacity building for international taxation in African revenue authorities*, mimeo.

dans le cadre des négociations fiscales. Ceci est particulièrement important dans les zones sortant d'un conflit, où le renforcement de la fiscalité locale a été perçu comme une stratégie potentielle pour reconstruire la redevabilité en partant de zéro. Cependant, dans ces contextes, il semble clair que beaucoup plus d'attention doit être accordée aux conditions nécessaires pour faciliter l'émergence de liens positifs entre la fiscalité, la construction de l'état et la redevabilité. Quatre questions se distinguent et font l'objet de recherches en cours à l'ICTD:

1. *Les gouvernements locaux ont souvent très peu de capacités et de faibles incitations à percevoir des revenus.* Non seulement les gouvernements locaux manquent souvent de capacités techniques, mais parce qu'ils dépendent fortement des transferts financiers du gouvernement central, ils ont généralement des incitations limitées à collecter des recettes localement. En effet, certains observateurs ont suggéré que les gouvernements centraux ont parfois conçu des systèmes fiscaux locaux précisément pour limiter l'autonomie fiscale locale et l'engagement entre les citoyens et les gouvernements. Dans ces circonstances, les efforts pour augmenter la perception des impôts locaux sont plus susceptibles d'être relativement ad hoc, et de s'inverser en dépit de l'opposition politique, réduisant ainsi le potentiel de liens durables entre la fiscalité, la construction de l'état et la redevabilité.
2. *La fiscalité des collectivités locales peut être prédatrice, entre les populations à faible revenu, les contrôles faibles et la domination des élites.* Lorsque la fiscalité cible systématiquement les personnes les plus vulnérables et que l'application des règles fiscales – en particulier aux élites – est incohérente, cela compromet le potentiel d'une négociation productive sur la fiscalité.
3. *Il existe des obstacles importants à l'action collective en réponse à la fiscalité au niveau du gouvernement local.* La faiblesse, la fragmentation

et la politisation des représentants potentiels des contribuables – y compris les associations patronales locales ou les associations de marché – ainsi que l'absence d'espaces institutionnels permettant aux contribuables d'interagir avec les gouvernements peuvent compliquer les demandes collectives de réciprocité des gouvernements formulées par les contribuables.¹⁶

4. *Des systèmes extensifs de taxation informelle au niveau du gouvernement local peuvent compliquer le potentiel de négociation et de renforcement de l'état.* La plupart des recherches et des conseils stratégiques existants se sont concentrés sur les systèmes fiscaux formels, mais des recherches récentes – principalement par l'ICTD – ont révélé que les taxes informelles, y compris appliquées à des acteurs non étatiques, sont omniprésentes. Cela implique un besoin de repenser les stratégies pour développer des liens positifs entre la fiscalité, le renforcement de l'État et la redevabilité.¹⁷

À la lumière de ces défis, il est nécessaire de poursuivre la recherche sur la façon de soutenir la création de liens positifs entre taxation et gouvernance au niveau du gouvernement local. Il s'agit d'un axe majeur du travail ICTD en cours et potentiellement à venir.

A l'avenir

Dans l'ensemble, la recherche existante a très bien réussi à établir le potentiel de la fiscalité pour stimuler l'édification de l'état et accroître la redevabilité. La prochaine étape de ce programme de recherche consiste à mettre l'accent sur des stratégies concrètes pour traduire ces avantages potentiels en pratique. Les recherches de l'ICTD menées au cours des cinq dernières années ont conduit cet effort, à la fois en mettant en évidence des options politiques concrètes pour renforcer les liens fiscalité-gouvernance, et en identifiant des directions pour approfondir ces relations au niveau local et dans des environnements en sortie de conflits.

¹⁶ Prichard, W. and van den Boogaard, V. (forthcoming) 'Norms, Power and the Socially Embedded Realities of Market Taxation in Northern Ghana', *African Studies Review*.

¹⁷ Jibao, S., Prichard, W. and van den Boogaard, V. (forthcoming) *The Pervasiveness and Relative Prosperity of Informal Taxation in Post-Conflict Sierra Leone*, ICTD Working Paper.

Lectures supplémentaires

- Prichard, W. (2015). *Taxation, responsiveness and accountability in Sub-Saharan Africa: The dynamics of tax bargaining*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Moore, M. (2015). *Tax and the governance dividend*. ICTD Working Paper 37. Brighton: International Centre for Tax and Development.
- Brautigam, Deborah, Odd-Helge Fjeldstad and Mick Moore. (2008). *Taxation and State-Building in Developing Countries*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Joshi, A.; Prichard, W.; & Heady, C. (2014). Taxing the Informal Economy: The current state of knowledge and agendas for future research. *Journal of Development Studies* 50(10), 1325-47
- Prichard, W. (2010). Towards a Governance Focused Tax Reform Agenda. IDS Working Paper 341. Brighton: Institute of Development Studies.
- Prichard, Wilson and David Leonard (2010), "Does Reliance on Tax Revenue Build State Capacity in Sub-Saharan Africa?" *International Review of Administrative Sciences* 76(4): 653-675
- Moore, M. (2014). Revenue reform and statebuilding in Anglophone Africa. *World development* 60, 99 – 112.

Crédits

Cette synthèse de l'ICTD a été rédigée par **Wilson Prichard**, directeur de la recherche au « International Centre for Tax and Development », et un professeur adjoint au département de science politique et à l'école Munk des affaires globales à l'Université de Toronto. Ce rapport fut l'un des six synthèses de recherche rédigées à la fin de la première période de financement de cinq ans de l'ICTD, appuyé par des subventions du gouvernement britannique et du gouvernement norvégien ; cependant les opinions exprimées ne reflètent pas forcément les politiques officielles des gouvernements britannique et norvégien. Les lecteurs sont encouragés à citer et reproduire le contenu de la série. En retour, l'ICTD demande une reconnaissance due et pour que les citations soient mis en référence comme ci-dessus.



L'ICTD est basé à l'Institut des études de développement, Brighton BN1 9RE UK.

Première publication par l'Institut d'Etudes de Développement (IDS) en mai 2016.

© Institute of Development Studies, 2018



International Centre for Tax and Development
at the Institute of Development Studies
Brighton BN1 9RE, UK

T +44 (0)1273 606261 F +44 (0)1273 621202 E info@ictd.ac W www.ictd.ac